

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1928

THÈSE

N° 479

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Alexandre MINOR

Né le 14 avril 1896, à Tchita (Sibérie)

La

Légalisation des Avortements

en U. R. S. S.

Président : M. BALTHAZARD, Professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1928

274

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1928

THÈSE

N° —

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Alexandre MINOR

Né le 14 avril 1896, à Tchita (Sibérie)

La

Légalisation des Avortements
en U. R. S. S.

Président : M. BALTHAZARD, Professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1928

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie	ROUVIÈRE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale . .	CUNÉO.
Physiologie	ROGER.
Physique médicale	STROHL
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	LEMIERRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	Marcel LABBÉ.
Pathologie médicale	SICARD.
Pathologie chirurgicale	LECÈNE.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Thérapeutique	LOEPER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	MÉNÉTRIÉR.
Pathologie expérimentale et comparée	RATHERY.
Clinique médicale	CARNOT.
	BEZANÇON.
	ACHARD.
	WIDAL.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBOULLET.
Clinique des maladies des enfants	NOBECOURT
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	TEISSIER.
Clinique de la tuberculose	Léon BERNARD
	DELBET.
Clinique chirurgicale	HARTMANN
	LEJARS.
	GOSSET.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	LEGUEU.
	COUVELAIRE.
Clinique d'accouchements	BRINDEAU.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médical	VAQUEZ.
Clinique oto-rhino-laryngologique	SEBILEAU.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT
Professeur sans chaire	BRANCA.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ABRAMI . . . Pathologie médicale.
 ALAJOUANINE. Neurologie et psychiatrie.
 AUBERTIN . . Pathologie médicale.
 BASSET . . . Pathologie chirurgicale.
 BAUDOUIN. . Pathologie médicale
 BINET Physiologie.
 BLANCHETIERE Chimie biologique.
 BROCCQ. . . . Pathologie chirurgicale
 BRULE Pathologie médicale.
 CADENAT . . . Pathologie chirurgicale
 CHABROL . . . Pathologie médicale.
 CHIRAY Pathologie médicale.
 CLERC. Pathologie médicale.
 DEBRE Hygiène.
 DOGNON. . . . Physique.
 DONZELOT . . Pathologie médicale.
 DUVOIR Médecine légale.
 ECALLE Obstétrique.
 FIESSINGER. Pathologie médicale.
 GARNIER . . . Pathologie expérimentale
 GATELLIER . . Pathologie chirurgicale.
 GIROUD Histologie
 HARVIER. . . . Pathologie médicale.
 HEITZ-BOYER Urologie.
 HOVELACQUE . Anatomie.
 HUTINEL. . . . Pathologie médicale.

MM.

JOYEUX Parasitologie.
 LABBÉ (Henri) Chimie biologique.
 LARDENNOIS Pathologie chirurgicale.
 LEMAITRE. . . Oto-rhino-laryngologie.
 LEROUX. . . . Anatomie pathologique.
 LÉVY-SOLAL. Obstétrique.
 LHERMITTE . Pathologie mentale.
 LIAN. Pathologie médicale.
 MATHIEU. . . Pathologie chirurgicale
 MERCIER (F.) Pharmacologie
 METZGER . . . Obstétrique.
 MONDOR. . . . Pathologie chirurgicale.
 MOURE. . . . Pathologie chirurgicale.
 MULON. . . . Histologie.
 OBERLING. . . Anatomie pathologique.
 OLIVIER. Anatomie.
 PHILIBERT. . Bactériologie.
 QUÉNU. . . . Pathologie chirurgicale.
 RICHET Fils. . Physiologie.
 SÉZARY Dermatologie et syphiligraphie.
 VALLERY-RADOT
 (Pasteur) . . Pathologie médicale.
 VAUDESCAL. Obstétrique
 VELTER. . . . Ophtalmologie
 VERNE. . . . Histologie.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.

BUSQUET. Pharmacologie.
 GUENIOT Obstétrique.
 LEQUEUX Obstétrique.
 NEVEU-LEMAIRE. Parasitologie.

MM.

RETTERER. . . Histologie.
 ZIMMERN. . . Physique.
 N Pathologie médicale.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

A TITRE PERMANENT

MM.	
ALGLAVE . .	Clinique chirurgicale.
AUVRAY . .	Clinique chirurgicale.
CHEVASSU . .	Clinique chirurgicale.
LAIGNEL-LAVASTINE	Clinique médicale.
LE LORIER	Clinique obstétricale.

MM.	
LERI	Clinique médicale.
MOCQUOT . .	Clinique chirurgicale
PROUST . . .	Clinique chirurgicale.
SCHWARTZ	Clinique chirurgicale.

V. — CHARGÉS DE COURS

MM. MAUCLAIRE, agrégé. . . .	{ Charge du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidentés du travail les mutilés de guerre et les infirmes adultes.
FREY.	
CHAILLEY-BERT.	
LEDOUX-LEBARD	
	Stomatologie.
	Education physique.
	Radiologie clinique.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions, émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MES FRÈRES

A MES PARENTS

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR V. BALTHAZARD

Professeur de Médecine Légale à la Faculté

Membre de l'Académie de Médecine

Officier de la Légion d'Honneur

*Qui nous a fait le très grand
honneur d'accepter la présidence
de cette thèse.*

A MES MAÎTRES DANS LES HOPITAUX

M. LE PROFESSEUR WIDAL

M. LE PROFESSEUR DELBET

M. LE PROFESSEUR GUILLAIN

M. LE PROFESSEUR LEGUEU

M. LE PROFESSEUR CLAUDE

AUX DOCTEURS GILBERT MEDIONI et ANDRÉ PECKER

Qui furent pour nous, en des circonstances pénibles, des amis sincères et dévoués.

A NOTRE EXCELLENT AMI,

LE DOCTEUR JEAN ALESSANDRI

Dont la remarquable thèse sur les avortements fut pour nous un guide précieux.

AU DOCTEUR JEAN BETRANCOURT

L'ami de toujours.

AVANT-PROPOS

Avant la loi du 29 mars 1923, l'avortement en France était régi par l'article 317 du Code pénal, le faisant relever de la Cour d'assises.

Depuis que la loi nouvelle est venue modifier l'article 317, il relève du tribunal correctionnel. La peine a donc passé de la réclusion ou des travaux forcés à l'emprisonnement.

Mais, tandis que sous l'ancienne législation les poursuites étaient presque inexistantes et la répression inefficace, la correctionnalisation de l'avortement a eu pour but et pour résultat de rendre cette répression positive. La lutte contre l'avortement criminel a donc augmenté.

Ce fait nous a d'autant plus frappé que par delà les frontières, en U. R. S. S., une législation toute différente était appliquée ces dernières années.

L'avortement sortant du domaine criminel et du domaine médical a été légalisé. Et, c'est ainsi que le choix de notre thèse s'est porté sur cette question médico-légale et sociale.

D'autre part, la possibilité d'étudier cette question — sur divers documents, livres, périodiques et journaux soviétiques, — que nous avons reçus de

l'U. R. S. S., nous a permis de mettre à peu près à jour la nouvelle législation.

Enfin, ayant vécu nous-mêmes durant trois ans sous ce régime à ses heures les plus tristes, ayant beaucoup vu et observé personnellement, il nous a été possible d'avoir recours à la littérature parue en dehors de l'U. R. S. S. et d'en tirer les choses dignes de confiance.

La Légalisation des Avortements

en U. R. S. S.

INTRODUCTION

Le but de cette introduction est de montrer un aspect général à travers le prisme moral et social, — la vie du pays soumis à un régime nouveau, depuis dix ans.

Né voulant sortir du cadre de cette étude, nous nous bornerons à faire émerger quelques faits saillants, qui furent, dans une certaine mesure, la source de la nouvelle conception de l'avortement.

Relâchement général des mœurs.

La révolution proclamant « préjugés » une multitude de faits et d'habitudes qui formaient les assises mêmes de la morale, brisant (par cela même), ainsi toute une série de centres frénateurs des manifestations instinctives de l'homme, brise en particulier, celui de la sphère génitale.

Tout événement bouleversant un pays, politiquement ou socialement, est accompagné d'une véritable « révolution » dans le domaine sexuel,

Taine écrivait (1) : « ...A Paris, le nombre des enfants naturels en 1790, ne dépassait guère le chiffre de 23.000. Quelques années plus tard, ce nombre atteignait 65.000..... Vingt mois après la loi sur le divorce, il y eut 5.994 divorces. Six ans plus tard, le nombre des divorces était plus grand que celui des mariages.

«La conduite des enfants de 13-15 ans était scandaleuse.

..... Les prostituées exerçaient leur métier en plein boulevard..... »

Il en était de même lors de la Révolution de 1848-1849 (2).

La Révolution russe de 1905-1906, fut à ce point de vue très démonstrative : il y eut une véritable épidémie de perversion sexuelle, surtout dans les milieux intellectuels.

Enfin, en ce qui touche la révolution actuelle, le relâchement des mœurs s'est manifesté d'une façon éclatante, embrassant d'abord et surtout les jeunes générations.

Une grande part de responsabilité incombe aux gouvernements actuels qui se sont chargés de « lutter énergiquement contre les préjugés mesquins et petits bourgeois de l'activité génitale », et de combattre la « fausse pudeur ».

Dans un article du professeur S... (3) qui repro-

1. Taine, *Histoire de France contemporaine*.

2. Cettinger, *Moral Statistik*.

3. *Volia Rossi*, n° 4, 1922. Article de Sorokine,

chait à quelques « pédagogues » de lutter contre ces préjugés d'une façon par trop expérimentale, Lénine répondit dans un article (1) :

« C'est la libération de l'esclavage bourgeois. »

Quant à la lutte contre la « fausse pudeur » il suffit d'évoquer les faits scandaleux de l'été 1924.

Des groupes d'hommes et de femmes nus, parcouraient les rues, voyageaient dans les tramways. « A bas la pudeur » telle était la devise que portaient leurs bannières.

En automne 1924, le commissaire de la Santé publique protesta contre ces procédés et ordonna leur interdiction pour des raisons... d'hygiène publique.

Un éditorial du journal officiel la *Pravda* (2) rapporte ce petit « fait-divers » qui est la monnaie courante des mœurs actuelles :

..... « Dans notre tribunal départemental, nous avons eu ces temps derniers, de nombreuses affaires touchant au domaine sexuel.

« Prendre une gamine et en user en commun... voilà l'argot de notre clientèle et l'aveu de nos inculpés.

« Après chacun de ces procès, il ne vient à personne l'idée de lutter contre de pareils abus, par des conférences, des causeries dans les usines..... »

Nous ne ferons qu'évoquer les nouvelles concep-

1. *Pod Znamenem Marxisma*, n° 2, 1922.

2. *Pravda*, n° 129, 6 juin 1926.

tions de l'amour que nous avons trouvées dans des éditions gouvernementales (1).

« Oublions les poètes qui chantent l'Amour, etc... nous savons que c'est un phénomène purement physiologique et que toutes ces sensibleries n'ont rien à voir à l'affaire. »

Ces idées concordent bien avec la célèbre théorie du « verre d'eau » qui déclarait qu'on satisfait ses instincts comme on boit un verre d'eau.

Cette théorie a trouvé un grand nombre d'adeptes, et fut d'ailleurs plus tard combattue par les commissaires eux-mêmes (*Bit i molodeje*. Ed. *Pravda*, Moscou).

Et enfin nous ne ferons que rappeler que durant plusieurs années une des personnalités les plus en vue en U. R. S. S. a parcouru le pays afin d'exposer et de répandre ses théories sur l'amour libre ; ses livres tels que *les Amours des abeilles laborieuses*, etc... ont fini par soulever l'opinion officielle.

Nous pourrions continuer longuement cette liste. Dans ce tableau assez disparate du reste, il apparaît suffisamment à quel point les mœurs et la moralité ont été renversées.

Le mariage et le divorce en U. R. S. S.

« A dater du 1^{er} janvier 1927, un nouveau code relatif au mariage, à la famille et à la tutelle, est

1. *Bit i Nolođeje*. Edition de la *Pravda*, Moscou,

entré en vigueur en U. R. S. S. Si d'après le premier code, qui a eu force de loi pendant huit ans, de 1918 à 1926, le mariage et le divorce étaient libres, ils le sont encore devenus davantage d'après le nouveau code. Le mariage en U. R. S. S. devient une union libre en ce sens que la personnalité des époux n'est pas enchaînée, que tous deux, le mari comme la femme, sont entièrement égaux en droit, qu'ils peuvent se quitter quand ils le désirent, que leur mariage peut être dissout, que la personnalité des époux peut être déliée de tout engagement, non seulement par un accord des deux parties intéressées, mais également sur le désir manifesté par une seule d'entre elles.....

.....L'enregistrement du mariage par les institutions d'Etat est laissé par le Code soviétique à l'appréciation des parties intéressées. Celle-ci peuvent recourir à l'enregistrement, elles peuvent aussi s'en abstenir.....

.....Aucune peine pour le concubinage, sans enregistrement de mariage, n'est bien entendu prévue par les lois soviétiques.....

.....La procédure de l'enregistrement est simple. Il n'est prévu, en effet, aucune publication, aucun ban, aucune demande d'autorisation aux parents.....

.....La femme ne partage pas *officiellement le domicile de son mari* (Article 101 du Code Soviétique) ; il n'existe pas pour les époux d'obligation d'habiter ensemble ; si l'un d'eux change le lieu de

sa résidence, l'autre n'est pas obligé de le suivre...

..... Notre loi n'établit pas non plus l'obligation de la consommation du mariage qui est formellement prescrite par plusieurs législations étrangères et d'où découlent l'obligation de la fidélité, ainsi que des sanctions contre l'adultère ou encore *le droit* reconnu par les juristes de tous les pays, du mari à violer sa femme.

« Notre Code pénal ignore le délit d'adultère ou les manquements à la fidélité conjugale et il ne les réprime pas.....

..... Le nouveau code simplifie encore les formalités pour la dissolution du mariage, par rapport à l'ancien. A partir de la fin de 1927, le divorce était *entièrement libre* (article 187 du Code soviétique) ; il pouvait être prononcé du consentement mutuel des époux, ainsi que sur le désir exprimé par l'un d'entre eux, mais dans les deux cas, il devait être obligatoirement régularisé par les instances judiciaires ou autres institutions d'Etat compétentes. L'institution en question était obligée d'enregistrer le divorce.....

..... Le nouveau code a maintenu toutes ces dispositions, mais il est allé encore plus loin ; si la dissolution du mariage dépend de la volonté de chacun des époux, si leur personnalité ne peut en aucun cas rester enchaînée par leur mariage contre leur volonté, il est évident qu'il est impossible de faire dépendre le divorce de l'enregistrement obligatoire de celui-ci. Il en résulte donc que l'enregistrement

de la dissolution de mariage, c'est-à-dire le divorce, doit avoir un caractère non *constitutif*, mais *déclaratif*..... »

C'est un extrait d'un article paru dans le *journal officiel soviétique* à Paris (*La vie économique des Soviets*, n° 45), et sous la signature du professeur Goïchbarg (de Moscou).

Il expose d'une façon suffisamment démonstrative la nouvelle conception du mariage et nous dispense d'une analyse des articles du Code soviétique (*Les Codes de la Russie Soviétique*. M. Giard, éditeur à Paris, 1925. Traduction de Patouillet, prof. à l'Univ. de Lyon).

En somme, tout mariage peut être aussi facilement dissout qu'il a été contracté, le consentement mutuel est obligatoire pour le mariage et non pour le divorce.

En pratique les mariages sont de courte durée.

Nous n'avons pu recevoir à temps certaines données statistiques qui auraient pu ajouter une valeur purement documentaire, mais la lecture des journaux et des revues soviétiques, les témoignages d'un grand nombre de personnes que nous avons interrogées, nos propres observations enfin, la concordance absolue de tout ce qui a été dit et écrit à ce sujet, nous permet de tirer cette première conclusion : la quantité des divorces a atteint en U.R.S.S. des proportions énormes.

Depuis la mise en application de la dernière procédure du divorce (simple déclaration de l'un des

conjointes) les divorces en ont encore augmenté...

En janvier 1927 à Léninegrad le nombre des mariages a été de 2.009, celui des divorces a été de 1.701 (*Kransiia Gazetta*).

Point n'est besoin de témoins pour se marier. Les futurs conjoints vont au « Zags » (1) et se font inscrire sur les registres (ceci est devenu un acte facultatif).

Les époux se déplaisent ? Même simplicité. « Nous divorçons » ou « je divorce ». Et la chose est enregistrée. Ce mariage ayant duré un an ou un jour, peu importe. Voici à ce propos un extrait d'un journal soviétique officiel relatant un fait caractéristique et qui est la conséquence d'une telle pratique (*Pravda*, 1^{er} août 1926).

« Il existe à Odessa un certain communiste du nom de F. S. qui est directeur politique d'un régiment. Ce S. « se présenta un beau matin chez une jeune fille, Mlle B, et lui proposa de l'épouser sur-le-champ. La jeune fille demanda qu'on lui accordât au moins 24 heures pour réfléchir. S. lui répliqua avec forte éloquence que l'affaire ne méritait pas réflexions. Il avait besoin d'une femme et elle d'un mari. Ils s'entendraient très bien et s'aimeraient. La jeune fille donna son consentement et se rendit immédiatement avec S. à la Commission de l'enregistrement des mariages. Les parents de la jeune fille donnèrent un dîner en l'honneur des nouveaux mariés.

« Vers les cinq heures de la même journée S. emmena sa

1. Zags, Bureau de mariage.

jeune femme dans sa chambre. Et deux heures après, à sept heures du soir il lui disait déjà : je vous demande pardon pour ce qui est arrivé, mais vous ne pouvez pas être la mère de mon enfant. Nous nous sommes trompés dans notre choix. Vous ne possédez aucun développement intellectuel.

La « jeune mariée » fondit en larmes, S. regardant de temps en temps sa montre s'efforçait de persuader sa femme en pleurs que la pudeur et la virginité étaient des préjugés honteux et qu'il était lui, très pressé. *Time is money.*

« La jeune femme courut se plaindre chez le procureur. On lui dit que S. n'avait commis aucun crime. Il s'était marié, et avait divorcé ensuite. Quelle était la loi défendant le divorce une heure après le mariage ? Si l'on peut divorcer après un an, pourquoi pas après une heure ?

« La commission de contrôle du parti fit à S. une réprimande sévère. »

C'est un exemple suffisamment démonstratif. Il est inutile d'en citer d'autres, ils font pourtant légion. Ils montrent non seulement que la conception du mariage a été entièrement renversée, et par là même, la famille détruite ou en voie de destruction, mais ils font apparaître avec évidence, que la situation de la femme devenue enceinte sera souvent des plus pénibles, et matériellement et moralement.

Ses instincts maternels fléchiront facilement devant la possibilité d'une issue simple et rapide, qui est celle de l'avortement.

Les enfants abandonnés.

Les enfants abandonnés ! Certes il en existe dans tous les pays, mais leur nombre est relativement petit, et les institutions officielles ou privées sont, en général, assez nombreuses et dotées de moyens suffisants pour les recueillir ou les élever.

La grande guerre, la guerre civile, les épidémies, la famine et la misère, en détruisant des milliers de foyers pendant ces longues années, ont fait apparaître un nouveau phénomène social : c'est l'armée immense des enfants abandonnés.

Ils sont plusieurs centaines de milliers qui grouillent dans les rues, couchent sous les ponts, voyagent accrochés aux wagons et sillonnent l'immense pays d'Archangel à Sébastopol, et de Pétrograd à Wladivostock.

C'est un des chapitres les plus navrants de l'histoire de la Russie actuelle et il suffit d'ouvrir au hasard une gazette soviétique pour y trouver des cris de détresse et des appels en leur faveur.

Cette armée redoutable a déjà porté ses fruits : la mendicité, l'alcoolisme, l'abus des stupéfiants, la misère, le vol, le crime.

« Ces enfants sales, demi-nus, couverts de vermine que l'on rencontre dans les villes et dans les gares sont un reproche vivant à notre conscience... » écrivait le commissaire de l'Hygiène Publique (1),

1. *Izvestia*, 4 novembre 1925.

Les sources officielles déclarent (*Ivestia* du 2-III 26) que le nombre des enfants abandonnés dans toutela Russie est actuellement de 400 à 450 mille. La majorité de ces enfants sortent des campagnes.

Dernièrement on pouvait trouver dans un quotidien de Paris (1), un article signé par Madame R... (femme de l'Ambassadeur des Soviets).

« Tandis que le gouvernement tzariste avait organisé des asiles seulement pour 29.000 enfants abandonnés, le gouvernement des Soviets en a augmenté le nombre : 75.000 en 1918, 125 000 en 1919, 400.000 en 1920, 600.000 en 1921 et 450.000 en 1926 ».

Nous avons en mains (*Russie opprimée*, n° 1 à n° 50), de nombreuses descriptions officielles du sort de ces enfants de la guerre et de la révolution. Ces enfants élevés, si l'on peut dire, dans la rue, dans les bouges ou dans les asiles (qu'ils abandonnent fréquemment), vivent souvent organisés par bandes, du produit de leurs vols.

L'abus de l'alcool, des stupéfiants, et l'atmosphère de vice qui les entoure, ont fait de ces enfants des individus déchus physiquement, moralement et socialement.

Voici — pris au hasard — parmi les nombreux journaux officiels soviétiques, l'extrait d'une déclaration du Directeur de l'Institut gouvernemental des maladies vénériennes de Kharkov (le *Kommunist*, 15/IV/1926).

1. *L'œuvre*, 25 juin 1926.

« Dernièrement nous avons pu observer le développement de la prostitution infantile. Les fillettes abandonnées commencent leur vie sexuelle à 11-12 ans et s'adonnent à la prostitution professionnelle à 14-15 ans. Les petites filles qui se livrent au commerce ambulancier sont une proie facile pour la dépravation. Nous ne possédons pas encore de résultats précis sur la prostitution chez les enfants. Nous pouvons cependant en juger, d'après certaines enquêtes. C'est ainsi que récemment la commission de secours aux enfants a recueilli dans la rue mille fillettes abandonnées, âgées de 8 à 16 ans. Huit cents n'étaient plus vierges; trois cents étaient atteintes de maladies vénériennes... »

La grossesse chez ces fillettes est devenue une chose banale. Il n'est pas de jour où les Maternités ne reçoivent ces jeunes parturientes qui enfantent des êtres dégénérés; de même, les avortements prospèrent parmi ces malheureuses.

Alcoolisme.

L'alcoolisme a toujours existé en Russie.

La « vodka » — boisson nationale — régnait en maîtresse dans l'immense pays. En 1910, un décret interdit la vente des alcools et des vins; mais quelques années plus tard (1923) le monopole de l'eau-de-vie et des boissons alcooliques fut rétabli au profit de l'Etat.

L'ivrognerie et l'alcoolisme qui semblaient avoir

diminué pendant ces années, ont repris des proportions énormes (ce monopole a rapporté à l'Etat, 500 millions de roubles-or en 1924).

Les quelques extraits suivants puisés dans la presse officielle soviétique pourront donner une idée sur cette question.

Krasnaia Gazeta (16-III-1926) :

«... l'alcoolisme règne, non seulement dans les masses populaires, mais aussi chez les communistes qui sont l'avant garde du prolétariat...

« Le parti communiste est inquiet... »

Izvestia (Moscou, 20-V-1926) ;

«... La section d'Hygiène de la Municipalité de Moscou, signale le développement de l'alcoolisme dans la population. L'ivrognerie prend un véritable caractère épidémique. En 1925, il y a eu deux fois plus de malades qu'en 1924 et en général, le nombre de visites aux centres spéciaux de lutte contre l'alcoolisme a augmenté de sept fois... »

Pravda (Moscou, 25-III-1926).

«... A Motovilka (Oural) il ne se passe pas de mois qu'il ne se produise dans chaque corporation des abandons de travail. Après la paie beaucoup d'ouvriers disparaissent pour 2-3 jours. Les abandons de travail atteignent à l'usine la proportion de 13 %.

A la mine d'état, dans le bassin du Donetz, il manque chaque jour 25 % de l'effectif des ouvriers. La cause principale de l'abandon du travail est l'ivrognerie. A la papeterie Sourajki, il y a eu 1.916... abandons au mois de décembre... »

Krasnaia Gazeta (23-V-1926).

«... A Ivano-Voznessensk, on a bu l'an dernier 152.595 seaux d'eau-de-vie (chaque seau contient 40 litres). Cet année 294.029 seaux... »

Etc..., etc..., etc...

La famine et les épidémies.

La famine fut une des premières conséquences de la guerre civile et de la politique économique des Soviets. D'une part, les diverses armées — blanches, rouges, vertes et autres — balayant et ruinant tour à tour les villes et les campagnes ; d'autre part, la terreur rouge règnant dans les régions occupées par les Soviets, convertit rapidement le riche pays en un immense champ de misère. Durant les années 1918-1919-1920, la population en ressentit les effets.

Les femmes avortaient, ne pouvant mener la grossesse à terme, les enfants mouraient athrepsiques ; les vieillards tombaient dans les rues, et, les plus résistants menaient une vie lamentable à rechercher de quoi se nourrir.

C'est alors, que les épidémies firent de grands ravages. La fièvre typhoïde, le typhus exanthématique et autres maladies, se greffaient facilement sur une population affaiblie et la majorité périssait, faute de résistance, d'alimentation et d'hygiène.

Nous ne pouvons nous attarder davantage sur la famine et ses conséquences et les épidémies ; ces

sujets étant trop vastes et, cela nous écarterait du but de notre thèse.

Quoi qu'il en soit, ce court et incomplet exposé de la vie du pays sous certains de ses angles, expliquera jusqu'à une certaine mesure, que, sur un terrain ainsi préparé physiquement et moralement, la nouvelle législation soviétique sur l'avortement, a gagné une popularité rapide et générale.

**ARRÊTÉ DES COMMISSARIATS
D'HYGIÈNE ET DE LA JUSTICE
(20 nov. 1920).**

« Le nombre des femmes recourant à l'interruption de la grossesse s'est considérablement accru ces années tant en Europe occidentale qu'en U. R. S. S.

Les législateurs des divers pays luttent contre ce mal en punissant et la femme et le médecin qui a effectué l'avortement.

Ne donnant aucun résultat positif, ces moyens de lutte ont jeté cette opération dans le domaine clandestin et par cela, la femme s'est trouvée entre les mains d'avorteurs ignorants, qui en ont fait un métier rémunérateur.

Aussi 50 % d'entre elles présentant des complications infectieuses qui finissent par la mort dans 4 % des cas.

Le gouvernement ouvrier et paysan reconnaît tout le danger de ce phénomène pour la collectivité.

Il lutte contre le mal par le renforcement du régime socialiste et par la propagande dans les classes laborieuses contre la pratique des avortements. Et réalisant largement des principes de la protection de la maternité et de l'enfance, il prévoit progressivement sa disparition complète.

Mais les vestiges de la morale bourgeoise et les dures conditions économiques actuelles poussent encore les femmes à pratiquer l'avortement.

Les Commissariats de l'Hygiène et de la Justice protégeant la santé de la femme et les intérêts de la race contre les ignorants avides de gains et considérant le système de répression dans ce domaine absolument inefficace, et n'atteignant pas le but voulu, statuent :

1° Que l'interruption artificielle de la grossesse sera gratuite et admise dans les hôpitaux soviétiques où le maximum de l'asepsie se trouve réalisé.

2° Qu'il est absolument interdit de pratiquer cette opération par toute personne non munie du diplôme de médecin.

3° Que toute sage-femme coupable d'avoir pratiqué cette opération perdra le droit d'exercer sa profession et sera jugée par le tribunal populaire.

4° Que le médecin qui aura pratiqué cette opération en dehors de l'hôpital, dans des buts lucratifs, sera déféré au Tribunal populaire. »

Critique.

Cet arrêté par sa forme et par son sens a un caractère purement déclaratif.

Le texte est muet sur la sanction répressive en cas de violation des règles édictées.

Il est vrai, que plus tard, l'article 146 du Code Pénal, réglera cette question avec plus de précision.

L'arrêté du 18 novembre sera en partie détruit par

le nouvel article, mais néanmoins servira encore de guide aux organes de l'Hygiène Publique ainsi qu'aux Tribunaux locaux auxquels il appartiendra de l'interpréter.

L'arrêté prévoit la disparition de l'avortement avec le développement du socialisme.

Nous reviendrons plus loin sur cette question.

Examinons les 4 paragraphes de l'arrêté.

Le paragraphe 1 est une innovation dans le domaine de la législation de l'avortement.

Il présente les deux caractères suivants :

a) *Gratuité de l'opération*, ayant pour but de lutter contre les personnes faisant des avortements, une source de revenus ;

b) *Garantie du minimum* de risques pour la santé de la femme, cette condition se réalisant dans les hôpitaux spécialement installés.

Remarque. — Il n'est fait aucune allusion sur les indications médicales ou sociales de la grossesse, ni de la période de la grossesse.

Le paragraphe 2 précise avec netteté que seul le médecin a le droit de pratiquer un avortement.

Les paragraphes 3 et 4 ne donnant aucune indication sur les peines que devra prononcer le tribunal populaire.

De plus il n'est fait aucune différence entre l'avortement et la tentative de l'avortement.

Mais ceci est une considération morale n'intéressant pas le législateur soviétique, qui s'est retranché dans le domaine du minimum de risques.

ARTICLE 146 DU CODE CRIMINEL SOVIÉTIQUE

Cet article a été introduit dans le code Criminel postérieurement à l'arrêté du 20 novembre (1).

« Toute personne n'ayant pas une préparation médicale certifiée, qui aura, avec le consentement de la mère, interrompu la grossesse par des moyens artificiels, sera condamnée à un an d'emprisonnement ou de travaux publics, au maximum.

De même toute personne pourvue d'un diplôme médical, qui aura effectué cette opération, dans des conditions non réglementaires, sera punie de la même peine.

Si cet acte est accompli dans des buts lucratifs, ou bien s'il est accompli sans le consentement de la mère, ou bien s'il a eu pour conséquence, la mort de celle-ci, la peine pourra être élevée jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. »

Comme il a été dit plus haut, cet article souffre d'un manque de précision et peut donner lieu à diverses interprétations.

L'arrêté du 20 novembre 1920, exigeait que l'opé-

1. Nous ne pouvons affirmer la date exacte de son apparition. Toutefois nous pensons que c'est au début de 1921.

ration de l'avortement fût effectuée dans un hôpital soviétique.

L'article 146 se borne à prescrire des conditions réglementaires, sans en préciser les détails.

Ainsi est-il légal de pratiquer un avortement dans une clinique privée, ou chez le médecin, ou chez le malade, dans le cas où les règles chirurgicales au point de vue aseptie sont rigoureusement observées?

Durant les années 1920-1921-1922-1923, les tribunaux s'inspiraient du principe « du minimum de risques pour la femme » et les avortements s'effectuaient non seulement dans les hôpitaux soviétiques, mais partout où ce « minimum » était réalisé. Ce n'est qu'en 1924, comme nous le verrons plus loin que la question a été mise au point définitivement.

Tandis que l'arrêté du 20 novembre autorisait le médecin seul à pratiquer l'avortement, nous trouvons dans cet article cette phrase : « toute personne n'ayant pas une préparation médicale certifiée. » Ainsi donc, un infirmier diplômé, une sage-femme, un étudiant en médecine, etc., rentrent-ils dans ce cadre ?

Evidemment, au point de vue du « minimum de risques » le médecin seul a ce droit. Mais ceci devrait être dit et non sous-entendu, surtout si l'on considère le manque de médecins dans les campagnes et la profusion de matrones, de pseudo-guérisseurs, etc...

Dans l'arrêté, la gratuité de l'opération est la première condition.

Dans l'article, il y a matière à discussion à ce sujet.

Toutes ces remarques montrent que le texte de cet article donne lieu à toute une série de malentendus et pêche d'un manque absolu de précisions. Mais néanmoins, quelles sont donc les déductions que l'on peut en tirer ?

1° L'avortement est autorisé, sous condition d'observer le minimum de risques ;

2° Il n'y a pas de différence entre la tentative d'avortement et l'avortement.

3° Que les conditions requises soient observées ou non, la femme n'est jamais punie.

DÉCRET N° 13 DU 9 JANVIER 1924

Du Commissariat de l'Hygiène.

Le nombre de femmes désirant se faire avorter devenant considérable, le décret règle en premier lieu l'ordre de l'admission des femmes dans les hôpitaux et les répartit en plusieurs catégories :

« 1° Femmes non mariées et sans travail, recevant du secours de la Bourse du Travail ;

2° Femmes non mariées ayant un enfant ;

3° Femmes travaillant et ayant plusieurs enfants ;

4° Femmes d'ouvriers ayant plusieurs enfants ;

5° Femmes bénéficiant d'une assurance sociale.

(N. B. — Ce sont tous les citoyens affiliés aux unions professionnelles).

6° Toutes les citoyennes n'appartenant pas à ces catégories. »

L'opération peut être effectuée aussi dans des cliniques privées enregistrées dans les sections locales (départementales) du Commissariat de l'Hygiène.

Les paysannes sont assimilées aux femmes d'ouvriers.

Le décret ordonne en second lieu l'organisation de commissions spéciales :

« 1° Les commissions chargées de délivrer les

autorisations pour les avortements sont instituées auprès des sous-sections départementales de la Protection de la Maternité et de l'Enfance, dans les villes ; auprès des hôpitaux cantonaux dans les villes où il n'existe pas de sous-sections de la Protection de la maternité et de l'enfance ; auprès des hôpitaux attachés aux usines et fabriques, dans les petits centres industriels.

Ces commissions comprennent : un médecin, un représentant de la Sous-Section de la Protection de la Maternité et de l'Enfance et un représentant de la Section de la Femme ;

2° Les commissions chargées de délivrer les autorisations pour les avortements doivent appliquer l'arrêté N° 221 du 3 décembre 1924 du Commissariat de la Justice.

3° Pour obtenir l'autorisation, il faut présenter :

a) Un certificat de grossesse émanant d'un hôpital soviétique ou d'une consultation pour femmes enceintes ;

b) Un certificat de maladie émanant de ces institutions ou d'un dispensaire ;

c) Un certificat de l'établissement où travaille la femme, relatif à son salaire ;

d) Un certificat du Comité des locataires relatif à la situation de famille ;

e) Les femmes, sans travail, doivent présenter un certificat de la Bourse du Travail.

4° Les commissions sont chargées d'enregistrer

dans des « cartes » personnelles à chaque citoyenne, l'interruption artificielle de la grossesse.

Remarque. — Pour la commodité des statistiques, prière d'écrire à l'encre.

5° La citoyenne ayant obtenu l'autorisation reçoit cette « carte » et est dirigée à l'hôpital.

A son admission à l'hôpital, cette « carte » lui est retirée ; le premier de chaque mois, ces cartes sont envoyées dans les sous-sections départementales de la Protection de la Maternité et de l'Enfance ;

6° Toutes les « cartes » avec la mention « refus de délivrer l'autorisation » sont communiquées par les Commissions à ces mêmes sous-sections de la Maternité et de l'Enfance ;

7° Tous les hôpitaux soviétiques et les cliniques privées doivent aussi remplir ces cartes pour les femmes hospitalisées indépendamment des commissions, ainsi que pour les femmes hospitalisées en état de fausse-couche, provoquée en dehors de l'hôpital ;

8° Les commissions doivent examiner minutieusement dans chaque cas, les indications médicales et sociales de l'avortement. Il est indispensable d'expliquer à chaque citoyenne, les préjudices pouvant résulter de l'avortement pour sa santé et en général pour la prospérité de la République ;

9° Outre les explications ayant un caractère privé, les sous-sections de la Protection de la Maternité et de l'Enfance doivent organiser des conférences, des cours, où ces questions seront traitées.

D'autre part il faudra mettre en relief des jugements prononcés par les tribunaux relatifs aux avortements criminels. Des mises en scène seront organisées pour montrer les dangers de l'avortement en général et surtout de l'avortement criminel ;

10° Des déléguées de la Section de la Femme, seront invitées pour examiner ;

a) La situation sociale des femmes s'adressant aux Commissions ;

b) Dans le cas où l'autorisation aurait été refusée, contrôler, si nonobstant ce refus, l'avortement a été effectué.

Remarque. — Cette vérification des suites permettra d'aborder avec plus d'équité la question de l'autorisation ou de refus. »

Les indications de l'avortement.

Les Commissions ont reçu d'autre part, du Commissariat de l'Hygiène les instructions suivantes, relatives aux indications médicales et sociales de l'avortement.

L'avortement est autorisé dans les cas suivants.

1° La grossesse est le résultat d'un viol, ou d'une tromperie dirigées contre une femme sans défense ou en état d'inconscience, ou psychiquement malade ;

2° La Grossesse chez une mineure non mariée ;

3° Grossesse résultant des relations avec un homme de qui dépend la situation matérielle ou administrative de la femme ;

4^o Grossesse chez une femme non mariée, vivant seule, sans travail, et ayant des difficultés matérielles particulièrement sérieuses ;

5^o Grossesse d'une mère de famille nombreuse d'au moins trois enfants vivant du produit du travail, et devant sensiblement augmenter les difficultés matérielles et se répercuter ainsi sur les autres enfants ;

6^o Grossesse dans le cas où femme et mari sont sans travail depuis longtemps et à bout de ressources.

(Chaque cas doit être spécialement examiné.)

7^o Indications médicales (tuberculose, bassins viciés, néphrites, etc...) et indications se rapportant à l'eugénique (épilepsie, psychoses, surdité héréditaire, etc...) après avis des médecins spécialistes.

Commentaires.

Il ressort de l'énumération de ces 7 paragraphes que les indications à l'avortement sont nombreuses et variées.

Les paragraphes 4, 5 et 6 concernent les difficultés matérielles pour le cas où la femme enceinte est seule, ou mariée, ou mère de plusieurs enfants.

Le paragraphe 7 indique d'abord les indications médicales :

La tuberculose, les bassins viciés, la néphrite, etc... ici s'arrête l'énumération. Le médecin de la Commission doit conclure au sujet des indications médicales.

Les indications médicales ne sont pas plus nombreuses que celles admises par le monde médical.

Mais maladies et misère se réunissant, l'indication devient souvent « mixte ».

Le même paragraphe cite les indications de l'eugénique. Nous en parlerons dans un autre chapitre.

Le paragraphe 1^{er} se rapporte à la grossesse résultant d'un viol, de violences, ou d'une tromperie de la femme qui était sans défense ou en état d'inconscience ou psychiquement malade.

Le dernier cas est net, ainsi que le viol.

Mais qu'entend-on par « état d'inconscience » ?

Sans doute l'ivresse.

Le coma et la syncope entrant dans le cadre du viol.

Puis « tromperie de la femme qui était sans défense ».

Dans la « tromperie » en cette matière, la gamme peut être très grande.

Quant à l'état sans défense, c'est le cas d'une femme seule, abandonnée, sans conseils, sans protection morale, etc...

Nous ne pensons pas que ce cas vise l'impossibilité physique de défense, celle-ci étant comprise dans le cas de violences.

Le paragraphe 2 indique qu'une mineure, non mariée, a le droit à l'avortement. On n'exige d'elle aucune condition. Elle est mineure et enceinte. Elle a tous les droits à la curette.

Le paragraphe 3 est original.

Nous pensons qu'il est motivé par le fait suivant : il y a en U. R. S. S. dans les divers établissements et ministères, une armée de sténo-dactylographes, de machinistes, etc... Et les cas sont très nombreux où les « supérieurs » profitent de leur situation pour abuser de ces femmes, celles-ci se trouvent dans l'alternative soit d'accepter les faveurs de leur chef, soit de les écarter mais souvent aux risques de perdre leur emploi (1).

Il ressort de cette énumération et de ces commentaires que les indications d'avortement sont très étendues. Un large pouvoir d'appréciation est donné aux Commissions. En fait, un très grand nombre de grossesses peut être introduit dans le cadre de cette énumération.

1. Ces cas sont très fréquents, ils sont du reste réprimés sévèrement.

LE CONGRÈS PANRUSSE **DE LA MATERNITÉ ET DE L'ENFANCE** **(1^{er}-8 décembre 1925).**

La question de la légalisation de l'avortement a préoccupé ce congrès et nous avons pu obtenir l'exposé complet du rapport relatif à cette question.

Certaines statistiques ont été effectuées depuis l'enregistrement obligatoire des avortements.

Ainsi en 1924, il y a eu en U. R. S. S. (sauf la région du Nord du Caucasse, la région de l'Oural et les gouvernements (provinces) de Vologodsk, Koursk et Nygni-Novgorod) (1), 131.572 femmes entrées dans les hôpitaux soviétiques pour subir un avortement légal ou déjà provoqué criminellement.

102.896 ont pu être l'objet de l'étude suivante :

	Préfectures	Sous-préfectures	Cantons	Total 0/0
Nombre d'avortements complets et légaux.	33.837 = 71 %	3.587 = 67,7 %	25.415 = 33,9 %	64.839 63 %
Nombre d'avortements provoqués criminellement et terminés à l'hôpital.....	14.612 = 29 %	1.710 = 32,3 %	21.735 = 46 %	39 057 37 %
Total.....	50.449 = 100 %	5.297 = 100 %	47.150 = 100 %	102 896 100 %

1. C'est-à-dire à peu près la I/X partie de la Russie.

Donc la quantité d'avortements provoqués criminellement et terminés à l'hôpital est :

29 % dans les préfectures ;

32 % dans les sous-préfectures ;

46 % dans les campagnes.

Cet accroissement de pourcentage en allant de la ville à la campagne est expliqué par le manque des hôpitaux.

Ceci est vrai en partie.

En fait, ce sont surtout les formalités à remplir pour obtenir l'autorisation des commissions (voyage jusqu'à la ville où siège la commission, temps perdu, perte d'argent et divers facteurs psychologiques) qui sont la cause de ce grand pourcentage d'avortements criminels.

Ajoutons encore : la profusion de matrones, d'avorteuses et l'ignorance absolue des dangers que risque la femme en s'adressant à elles.

Age des femmes hospitalisées pour l'avortement.

De 15 à 19 ans :

6 % dans les préfectures ;

6,9 % dans les sous-préfectures ;

4,3 % dans les cantons et communes.

De 20 à 29 ans :

59,6 % dans les préfectures ;

59,7 % dans les sous-préfectures ;

44,9 % dans les cantons et communes.

De 30 à 45 ans :

34,4 % dans les préfectures ;

33,4 % dans les sous-préfectures ;

50,8 % dans les cantons et communes.

Donc, dans les villes les avortements ont surtout lieu entre 20 et 30 ans, tandis que dans les campagnes entre 30 et 40 ans.

*Rapports quantitatifs entre le 1^{er} avortement
et les suivants.*

Ces chiffres portent sur 10.000 cas.

Dans les préfectures, 61,7 % des femmes s'adressent pour le 1^{er} avortement ; 23 % pour le 2^e avortement et 8 % pour le 3^e avortement.

Dans les sous-préfectures, 65,5 % des femmes s'adressent pour le 1^{er} avortement ; 22,7 % pour le 2^e avortement et 7 % pour le 3^e avortement.

Dans les cantons et communes, 72 % pour le 1^{er} avortement, 17,9 % pour le 2^e avortement et 5,7 % pour le 3^e avortement.

Donc, plus le pourcentage est élevé pour le 1^{er} avortement, moins il est grand pour les 2^e et 3^e avortements.

*Relation entre le nombre d'enfants
et celui des avortements.*

Femmes sans enfants ayant subi l'avortement.....	17%
Femmes ayant 1 enfant.....	30%
Femmes ayant 2 enfants.....	20%
Femmes ayant 3 enfants et plus.....	37%

Voici le tableau :

	Préfectures	Sous-Préfectures	Cantons	Total
Femmes sans enfants	804 = 16,6 %	234 = 18,5 %	173 = 16,2 %	1.311 = 17 %
Femmes avec un enfant	1.633 = 33,6 %	500 = 27,7 %	196 = 18,3 %	2.322 = 30 %
Femmes avec deux enfants .	1.015 = 20 %	372 = 26,6 %	187 = 6,5 %	1.574 = 20,4 %
Femmes avec trois et plus .	1.400 = 28 %	513 = 33,2 %	314 = 48 %	2.312 = 33 %
	4.852 = 100 %	1.805 = 100 %	1.069 = 100 %	7.726 = 100 %

C'est-à-dire que dans les villes les femmes s'adressent surtout après le premier enfant.

Dans la campagne, après le troisième enfant.

CAUSES DES AVORTEMENTS

CAUSES MÉDICALES									CAUSES SOCIALES							
	Tuberculose	Syphilis	Maladies de cœur	Maladies gynécologiques	Anémie	Vomissements incoercibles	Idiotie, épilepsie, surdité, mutité (eugénique)	Divers	Désir de cacher la grossesse	Impossibilité de continuer le travail	Femmes ne désirant pas d'enfants	Femmes allaitant leur enfant	Difficultés matérielles	Travaux durs	Divers	TOT L
Préfectures.	1.365	101	405	52	70	23	46	1.552	178	254	191	310	3.921	53	136	8.859
en %	15,4	1,1	4,6	0,6	0,8	0,3	0,3	7,5	2	2,9	2,1	5,8	44,3	0,6	1,5	100

Ce tableau est très intéressant et significatif malheureusement il ne porte que sur 8.859 cas d'avortements effectués dans les villes préfectorales, il mérite néanmoins d'être examiné.

59,2 % des cas reviennent aux causes sociales.

40,8 % des cas reviennent aux causes médicales.

Parmi ces dernières, la tuberculose occupe la première place (15 % de la totalité des causes, et 36,9 % des causes médicales).

Notons 1,1 % 101 cas de syphilis.

Il serait curieux de connaître ces cas de syphilis.

Remarquons 46 cas revenant à l'eugénique : idiotie, épilepsie, surdité, etc.

Et enfin 1.552 cas notifiés « divers » (??)

Sur 59,2 % de causes sociales, il y en a 44,3 % qui se rapportent aux difficultés matérielles.

Il reste donc 14,9 % des causes sociales d'un caractère différent, désir de cacher la grossesse, femmes ne voulant pas d'enfants, femmes allaitant un autre enfant, etc.

Ce sont des causes que nous n'avons pas trouvées dans l'énumération officielle des indications à l'avortement. Elles représentent pourtant une proportion très forte.

*Répercussion de la crise des loyers sur 4.016 femmes
ayant subi l'avortement en 1924*

a) Femmes vivant seules dans une chambre.....	6,2 %
b) Femmes vivant avec leurs maris dans une chambre.....	14,7 %
c) Femmes vivant avec une autre personne (mère, sœur, etc..) dans une chambre	9,1 %
d) Femmes vivant avec deux personnes dans une chambre.....	25,6 %
e) Femmes vivant avec 3 personnes et plus dans une chambre	44,2 %

Ce tableau indique que le nombre d'avortements dans les villes est proportionnel à la crise des loyers.

Examinons maintenant la dernière partie du rapport qui s'occupe spécialement de l'avortement dans les campagnes :

La section de la Protection de la Maternité et de l'Enfance a fait une enquête auprès des médecins cantonaux (1) :

2.207 d'entre eux, c'est-à-dire 59 % de la totalité ont répondu à cette enquête.

Nous résumons brièvement quelques résultats :

1° L'avortement légal est entré dans les mœurs des campagnes. Les paysannes s'adressent maintenant aux médecins cantonaux dans la plupart des cas.

2° Causes de l'avortement : sur 4.977 causes, on note 33 % : difficultés matérielles.

32 % : famille nombreuse, allaitement d'un enfant.

20 % : femmes non mariées et veuves.

12 % : causes médicales.

Enfin 9 % : assimilation des mœurs nouvelles (écroulement de « l'ancienne famille ») (?) ;

3° Pendant trois ans (1922-1923-1924) il a été effectué dans 904 centres médicaux : 55.532 avortements légaux ;

4° Pendant trois ans (1922-1923-1924) il y a eu

1. Médecins attachés aux hôpitaux cantonaux ou centres médicaux.

dans 1.658 centres médicaux : 66.372 avortements provoqués en dehors de l'hôpital et terminés à l'hôpital ;

5° Pendant ces trois années, 854 centres médicaux ont enregistré 1.700 cas de mort due aux complications de l'avortement criminel. Leur nombre est donc beaucoup plus grand, si l'on ajoute à cette liste déjà incomplète, les femmes mourant en dehors de l'hôpital ;

6° La majorité des paysannes s'adresse aux matrones ; admises à l'hôpital pour complications, elles nient ce fait.

Pour résumer, le Rapporteur conclut :

« Pour l'année 1924, la quantité d'avortements criminels a diminué de 5 % sur l'année 1923.

« Le nouveau Code du mariage et divorce a notablement fait élever le nombre de demandes d'avortements.

« Dans les villes, l'avortement est surtout pratiqué chez les femmes de 20-29 ans ayant un enfant ; dans les campagnes chez les femmes de 30 à 45 ans ayant trois enfants et plus.

« Les femmes des ouvriers et des employés donnent le pourcentage le plus élevé.

« La diffusion des avortements se fait sentir surtout dans les préfectures, puis les sous-préfectures et enfin les campagnes.

« La quantité de femmes voulant se faire avorter est relativement faible.

« Les causes principales poussant à l'avortement sont :

« En ville : l'insuffisance matérielle, la crise des loyers et les maladies.

« Dans les campagnes, les causes médicales, puis l'insuffisance matérielle, liée au grand nombre d'enfants. . »

**Résolutions du III^e Congrès panrusse
de la protection de la maternité
et de l'enfance.**

1. « La légalisation de l'avortement a été pleinement efficace et a répondu à ses promesses. »

2. « Le nombre d'avortements criminels dans les campagnes est très grand ; les paysannes lui paient encore un large tribut.

« Le Congrès estime que, pour lutter contre ce mal, il est indispensable d'augmenter les moyens de pratiquer l'avortement dans les hôpitaux cantonaux.

« Des commissions doivent être organisées auprès des Soviets des Communes, par des représentants des sous-sections de la Protection de la Maternité et de l'Enfance. »

(En d'autres mots, il faut organiser les hôpitaux des petites localités, les munir du matériel nécessaire, augmenter le nombre de lits pour les avortements, etc... Ceci, afin de lutter contre les avortements criminels).

3. « Les progrès du rétablissement du pays, la popularisation des lois soviétiques sur les « pensions alimentaires », l'organisation de l'aide aux

familles, et la protection de la Maternité et de l'Enfance, seront des éléments actifs pour la lutte contre les avortements. »

4. « Actuellement, le meilleur moyen de lutter contre les avortements, déclare cette résolution, c'est de faire connaître à la femme, par l'intermédiaire des consultations médicales et gynécologiques, les moyens de la préserver contre la grossesse. »

Soulignons, en particulier, ce dernier point : La propagande anticonceptionnelle est admise.

LA CONCEPTION SOVIETIQUE

L'avortement est un mal, disent les législateurs soviétiques. C'est un mal social qui règne dans tous les pays. Il faut lutter contre lui : c'est le fond de leur pensée ; non pas, par des mesures répressives, comme le font les législateurs des autres pays : cette méthode aboutit à un nombre incalculable d'avortements criminels, car étant interdits, ils passent dans le domaine clandestin et ils y prospèrent.

Ni la menace de l'amende, ni la prison ne feront changer la résolution de la femme. Et comme elle ignore les dangers et les complications de cette opération effectuée par les avorteurs de toutes sortes, c'est à ceux-ci qu'elle s'adresse. Les conséquences de cette pratique sont funestes : la maladie et la mort, bien souvent.

Aussi pour lutter contre les nombreux méfaits de cet état de choses, les législateurs soviétiques légalisèrent l'avortement par l'arrêté du 20 novembre 1920, afin de transformer ainsi cette opération illégale et réprimée, en un acte autorisé et légalisé. Et ceci dans le but de protéger la santé de la femme. C'est leur plate-forme et leur « leitmotiv »,

L'avortement est donc légalisé en 1920. Il a été plus tard soumis à certaines règles et organisé.

Il ressort de cette étude, que les législateurs soviétiques ont donné à la femme le droit de disposer comme elle l'entend, du produit de conception, puisqu'elle n'est punie en aucun cas.

« Les femmes des villes ont compris et largement profité de cette nouvelle disposition. Et le jour n'est pas loin, où les paysannes, accouchant 8 à 10 fois, seront des exceptions. » (Professeur Goussakoff, *Abort*, p. 38, Leningrad. 1926)

Écoutons à ce propos la voix du chef de la Section de la Maternité et de l'Enfance (Commissariat de l'Hygiène) :

« Certains médecins considèrent qu'une des causes les plus fréquentes de l'avortement est le relâchement des mœurs et de la moralité, que notre législation favorise. Relâchement des mœurs... Mais cette notion n'est-elle pas toute relative ?

L'analyse des causes de l'avortement signalées dans les enquêtes, montre que dans la majorité des cas, il s'agit de femmes gênées matériellement ou ayant plusieurs enfants.

Qui ne sait que la paysanne enfante 8, 10, 15 fois !

Pourquoi est-il moral de mettre au monde 15 enfants, dont 2, 3 seront viables, et immoral de mettre au monde seulement 4 enfants et de les élever convenablement ? En attendant la classe paysanne perd 25 % de ses enfants, et la paysanne traîne une vie lamentable de grossesse en grossesse. Il n'y a rien

d'immoral à ce qu'elle interrompe une nouvelle grossesse. » (*Abort v derevne*, p. 9.)

Quant aux dangers possibles de la dépopulation et de la dégénération du peuple, la collectivité résoudra ce problème comme elle en a résolu bien d'autres ; elle créera une nouvelle morale où l'enfant sera désiré et le bienvenu (*Gins, Abort v derevne*, Moscou).

Quant aux indications sociales, les législateurs soviétiques considèrent que, tant que le chômage, la famine, la mendicité, etc.. existeront, tant que l'Etat ne pourra se charger de l'entretien de la future mère et de l'enfant, tant que la collectivité n'aura pas créé cette nouvelle morale, rien n'arrêtera la femme à interrompre sa grossesse. Aussi, en attendant ce temps.. lointain (!), ils considèrent que les indications sociales à l'avortement sont nécessaires et sauvegardent ainsi la santé de la femme et celle de toute la génération.

L'Engénique ou l'Eugénisme est la science qui étudie non seulement les conditions les plus favorables à la reproduction humaine, mais qui tend à élever le niveau et à améliorer la race humaine. Les partisans de cette science considèrent que pour arriver à ces buts, il faut remplacer la sélection naturelle par la sélection artificielle, c'est-à-dire consciente. Et l'état civilisé doit se charger de cette tâche (?)

L'amélioration d'une race (dans le sens biologique) peut être atteinte par l'augmentation du nombre

des individus ayant une bonne hérédité et par la diminution des individus ayant une hérédité tarée. Mais, au point de vue social, outre les qualités physiques et intellectuelles de l'homme, les inclinations morales seraient d'une grande importance.

Plus les inclinations asociales ou antisociales sont répandues, parmi les individus, plus l'amélioration sociale de la collectivité se trouve ralentie.

Parmi les antisociaux ou asociaux se trouvent avant tout : les faibles d'esprits ; ceux-ci donnent dans leur descendance, le plus grand nombre de criminels.

Sans nous arrêter davantage sur cette question si intéressante, bornons-nous à dire, que, sans aller jusqu'à la « stérélisation » des individus cités (cela a été pratiqué en Amérique), les législateurs soviétiques ont pris en considération, ce problème, et — comme nous l'avons vu dans une des statistiques, — ils délivrent des autorisations à l'avortement dans des cas, pouvant se rattacher à cette théorie: alcoolisme, faiblesse d'esprit, épilepsie essentielle, etc...

On conçoit que ces cas puissent être très nombreux et discutables ; d'où le danger de cette théorie. Mais nous pensons néanmoins que les femmes atteintes de démence, de paralysie générale, etc... ou des femmes alcooliques, enfantant, d'une façon presque constante des êtres dégénérés, doivent entrer dans ce cadre et avoir droit à l'avortement.

Nous avons dit plus haut que l'avortement est considéré comme un mal ; et malgré qu'il soit légalisé

et entré dans les mœurs, les législateurs soviétiques, préconisent la lutte contre l'avortement. Cette manière de voir si paradoxale qu'elle puisse paraître, est un fait.

Pour lutter contre le meurtre, il n'y aurait qu'à sanctionner et à autoriser le vol ! La victime serait dépouillée en toute tranquillité, mais serait saine et sauve.

C'est un peu l'image de la légalisation de l'avortement : Lutter contre l'avortement criminel en l'autorisant.

En supposant un instant (les chiffres nous ont montré le contraire) que l'avortement criminel disparaisse, et qu'il cède sa place à l'avortement social et légal, le problème ne sera pas résolu, quoique « la santé de la femme sauvagée » ; les lutteurs changeront de camp et s'adresseront cette fois à l'avortement « tout court ». Mais alors, ce sera trop tard.

Quels sont donc les moyens de lutte préconisés ?

1^o Propagande à l'aide de conférences, de causeries, du cinématographe, de mises en scène, etc... qui montreront à la femme les dangers et les risques de l'avortement, pratiqué même, dans les conditions les plus favorables.

2^o Les commissions chargées de délivrer les autorisations, doivent s'efforcer dans chaque cas, de détourner la résolution de la femme.

3^o Les pouvoirs publics doivent subvenir le plus

largement aux besoins de la femme enceinte et aux familles nombreuses. On conçoit combien ce problème est difficilement réalisable dans un pays aussi éprouvé.

Ces trois moyens tendant à limiter le nombre d'avortements légaux, sont bien précaires et même, pensons-nous, absolument impuissants, devant l'énorme possibilité « de facto » et « de jure » d'interrompre une grossesse.

4^o Le quatrième moyen et celui-là, beaucoup plus efficace, est la propagande anticonceptionnelle.

Ainsi que nous l'avons signalé, le dernier paragraphe de la résolution du Congrès de la Maternité et de l'enfance dit : « actuellement le meilleur moyen de lutter contre les avortements, c'est de faire connaître à la femme, par l'intermédiaire des consultations médicales et gynécologiques, les moyens de la préserver contre la grossesse. »

Point de conception, point d'avortements ! En fait, les mesures de précautions prises et l'emploi des préservatifs pour éviter la grossesse, sont en général insuffisants, et, du reste, incommodes pour diverses raisons, surtout dans les classes ouvrières et paysannes.

Mais ceci est affaire de « technique » En d'autres mots c'est la propagande néo-malthusienne dans toute son ampleur qui trouve droit de cité au pays des soviets.

LES CONSÉQUENCES DE LA LÉGISLATION DE L'AVORTEMENT

La question de l'avortement a été à l'ordre du jour des premiers moments de l'humanité, elle a évolué sans cesse avec elle, et à toutes ses étapes ; elle a retenu l'attention des médecins, des législateurs et des moralistes. Après des siècles d'études, la conception de l'avortement a été mise au point. Ce problème lié à celui de la population, touche à la Morale, à l'Economie Nationale, à l'Etat, la Famille, l'Individu. Le Gouvernement des Soviets a réglé d'un trait de plume le problème si complexe et angoissant, comme il en a résolu bien d'autres !

Nous avons au cours de cet exposé, critiqué les différents éléments de cette législation. Nous allons dans la mesure de nos moyens, montrer brièvement ses dangers tant au point de vue médical qu'aux points de vue moral et social.

Considérations médicales.

La femme, dans les conditions actuelles de la législation, peut comme nous l'avons vu (surtout lorsqu'elle appartient à certaines catégories « favori-

sées ») avoir recours à l'avortement, un nombre indéterminé de fois. Nombreux sont les cas où elle use de ce droit, cinq, six fois et davantage. Ces traumatismes et ces chocs répétés ont ils une influence sur l'organisme ? Telle est la question à laquelle il n'est guère aisé de répondre *à priori*, sans se baser sur des documents et des statistiques. Nous savons que des statistiques se dressent en U. R. S. S. et elles seront certainement fort instructives. Il nous est malheureusement impossible d'obtenir ces précieux renseignements pour des raisons d'ordre matériel.

Mais déjà, certains auteurs (D^r Rossinsky, prof. Markoff, etc...) ont observé divers troubles dans l'organisme ; dans des publications médicales et populaires, ils mettent en relief le danger de la pratique démesurée des avortements. Ils soulignent, en particulier, la fréquence des métrites chroniques. Il est du reste, fort possible, que les curettages fréquemment répétés, provoquent finalement un état inflammatoire de la muqueuse utérine. Et le terrain est alors tout préparé pour l'infection qui pourra gagner et le salpinx et le péritoine.

Ces auteurs citent aussi la fréquence des troubles de la menstruation. Les règles deviennent douloureuses, irrégulières et dans certains cas, elles disparaissent. Il se produirait donc, consécutivement à ces avortements, un trouble de la fonction ovarienne.

On observerait aussi chez ces multi-avortées des troubles de l'état général et en particulier des trou-

bles du système nerveux : dépression, excitation, irritabilité, etc... Nous avons personnellement observé une jeune femme ayant subi quatre avortements en trois ans. Après le 3^e avortement, elle a dû quitter son travail de comptable, car dit-elle, les forces lui manquaient, elle n'avait plus d'appétit, et elle devenait tellement irritable, qu'il ne se passait guère de jours qu'elle n'eût de sévères réprimandes de la part de ses chefs et de ses camarades. A la maison, son entourage en souffrait particulièrement. Ceci ne l'empêcha pas de devenir enceinte, une quatrième fois. Mais son mari congédié de son travail et réduit au chômage, ils résolurent d'un commun accord, d'interrompre cette grossesse. Ce quatrième avortement semble avoir intensifié certains symptômes précédents, à tel point que la vie commune devint impossible, et que le mari divorça. Trois mois après, c'est-à-dire en février 1927, cette femme vint en France et nous pûmes par le hasard des choses l'examiner et en tirer cette observation. Cette femme âgée de 25 ans, présente un faciès amaigri, fatigué, le teint est pâle et la peau est ridée. Les seins sont allongés et tombants. L'amaigrissement général est manifeste. L'examen des viscères n'a rien montré d'anormal. Les urines ne contiennent ni sucre ni albumine. Au point de vue mental, c'est une hyperémotive, une instable. Un triste souvenir lui fait venir des larmes, qui cèdent rapidement à un éclat de rire, au rappel d'un souvenir plus agréable. D'autre part, elle a un léger tremblement

du type émotif. Sa parole est tantôt hésitante, tantôt saccadée. Elle se présente donc comme une grande nerveuse.

Or, cette malade, n'ayant aucun antécédent héréditaire au point de vue mental, ayant été, affirmet-elle, jusqu'à l'âge de 21-22 ans, parfaitement équilibrée et en bonne santé, n'ayant contracté aucune maladie infectieuse ou asthénisante, il est possible de considérer ces troubles comme la conséquence de ces nombreux avortements. Nous savons fort bien qu'il est souvent quasi-impossible de remonter à l'origine de certains troubles nerveux, mais devant ce tableau morbide, qui semble assez schématique, nous croyons qu'il puisse y avoir relation de cause à effet.

Nous ne ferons que citer les cas — soulignés en U. R. S. S. — de stérilité consécutive aux avortements fréquemment répétés.

En résumé, il semble que les multi-avortées présentent divers troubles, d'ordre local et d'ordre général ; et le système nerveux serait le plus souvent atteint.

Considérations morales

Dans les Sociétés Primitives où la vie humaine était si peu de chose, le produit de conception avait toutes raisons pour ne compter pour rien.

A l'époque romaine, Ovide disait déjà de sa maîtresse Corvine qui se fit avorter...

« Pourquoi dépouiller la vigne du raisin qui grossit ?

Pourquoi, d'une main cruelle, arracher le fruit encore vert ? »

.

Plus tard, à Rome, l'avortement était assimilé à l'homicide et puni de mort.

Au 16^e siècle, le Pape Sixte V assimila définitivement l'avortement à l'homicide volontaire, avec la même sanction.

Les siècles suivants virent changer les sanctions mais toujours l'avortement fut puni.

Ce très bref rappel historique (1) montre que depuis les temps anciens, l'avortement a toujours été considéré comme un meurtre, c'est la destruction d'un être. Ni une main étrangère, ni celle de la mère n'ont le droit de mort sur le produit de conception.

Et si l'avortement médical a trouvé le droit de cité, ce n'est que grâce à un compromis : tuer l'enfant pour sauver la mère.

L'avortement médical est dicté par la nécessité urgente de sauver la vie de la mère. Et c'est à ce titre seulement qu'il est admis. Et il est fort probable qu'avec les progrès de la Médecine et de la Thérapeutique il deviendra de plus en plus rare.

Est-il possible d'admettre à ce titre de compromis les avortements « sociaux » ?

1. Thèse du D^r Alessandri : *Considération sur le neo malthusianisme et l'avortement criminel.*

Certainement non. Ni la vie de la mère, ni celle des autres enfants n'est en jeu. Cet avortement est motivé dans la majorité des cas par des difficultés matérielles.

Il faut attaquer et combattre la cause et non les effets ; c'est-à-dire lutter avant tout contre la misère et subvenir dans la mesure du possible, aux besoins de la femme enceinte.

Aussi à ce titre, il semble difficile d'admettre les indications *sociales* de l'avortement.

Il est une autre conséquence qu'il faut signaler :

Cet état de choses favorise l'union libre, par conséquent détruit la famille.

La jeune fille séduite, ne craint plus les suites d'une liaison.

Le nouveau code du mariage et du divorce, réduisant les difficultés de l'union et de la séparation, à leur plus simple expression d'une part, et la possibilité d'un avortement largement admis d'autre part, ne peuvent aboutir qu'à la disparition progressive et rapide de la famille. Mais la famille n'est qu'un préjugé bourgeois au pays des Soviets et doit céder la place à la collectivité...

Quelques mots enfin, sur l'instinct maternel.

La grossesse, provoque chez la femme non seulement des changements physiques et psychiques dans son organisme, mais très souvent, dès les premiers mois, éveille en elle, l'instinct maternel ; c'est un

fruit qui mûrit en elle, et qui éclôt dans toute sa beauté, lorsqu'elle devient mère.

L'avortement, surtout lorsqu'il est répété plusieurs fois chez une même femme, peut pensons-nous, atrophier jusqu'à une certaine mesure cet instinct qui est la source des belles qualités féminines.

Considérations sociales

Au point de vue social, la légalisation de l'avortement dans la période actuelle de l'évolution de l'humanité est un mal.

La quantité d'avortement en U. R. S. S. a notablement augmenté depuis l'application de cette loi. Or, ce pays qui a perdu des millions de soldats pendant la grande guerre et dans la guerre civile, ce pays qui a traversé une période de plusieurs années pendant lesquelles la famine, les épidémies, la misère et la mort ont régné, et ont décimé des millions d'habitants ; ce pays, où la mort semblait enfin arrêtée dans son œuvre dévastatrice, ce pays saigné à blanc, et ayant besoin d'un sang nouveau et régénérateur voit s'abattre sur lui un autre fléau, continuateur de la mort.

Ce fléau est celui de la dépopulation ; dépopulation intense et rapide, provoquée par une pratique démesurée des avortements et par la propagande du néo-malthusianisme.

Ce n'est ni aujourd'hui ni demain que les résultats

se feront sentir ; il faut considérer ce phénomène — comme tout fait social — à travers le temps.

Il n'est guère nécessaire de jongler avec des chiffres, pour voir qu'un tel état de choses peut amener dans un avenir plus ou moins lointain, d'abord l'affaiblissement du pays, puis la domination étrangère et enfin la menace de sa disparition.

Et nous parlons d'un peuple de 150 millions d'habitants !

Une telle pratique, dans d'autres pays, notamment en France, où le problème de la dépopulation est particulièrement angoissante, aboutirait rapidement à ces tragiques conséquences.

CONCLUSIONS

A) Le gouvernement des soviets a légalisé l'avortement le 20 novembre 1920.

Cette légalisation, d'après l'esprit de la déclaration semble être provisoire.

Elle a été motivée :

1° *Par l'insuccès des mesures répressives en cette matière, existant dans les autres pays.*

2° *Par la nécessité de sauvegarder la santé de la femme, qui jusqu'à cette loi, provoquait l'avortement dans des conditions toujours dangereuses pour elle.*

B) En cette même année 1920, naissait l'article 146 du Code criminel.

Cet article :

1° Confirme l'arrêté du 20 novembre.

2° Soumet l'avortement à certaines conditions (l'opération doit être effectuée par un médecin et dans des conditions *réglementaires*).

3° Punit les délinquants d'une peine allant de 1 an de travaux publics à 5 ans d'emprisonnement, suivant les cas.

4° Ne fait aucune différence entre la tentative d'avortement et l'avortement.

5° Ne punit en aucun cas la femme coupable.

C) Le décret du 9 janvier 1924.

1° Organisme des commissions composées de 3 membres, dont un médecin, chargées de délivrer les autorisations à l'avortement.

2° Indique, en dehors des indications médicales, les indications sociales de l'avortement :

a) La grossesse est le résultat d'un viol ou d'une tromperie dirigée contre une femme sans défense ou en état d'inconscience ou psychiquement malade.

b) Grossesse chez une mineure non mariée.

c) Grossesse résultant des relations avec un homme de qui dépend la situation matérielle ou administrative de la femme.

d) Grossesse chez une femme non mariée vivant seule, sans travail et ayant des difficultés matérielles particulièrement sérieuses.

e) Grossesse d'une mère de famille nombreuse d'au moins trois enfants, vivant du produit du travail et devant sensiblement augmenter les difficultés matérielles et se répercuter ainsi sur les autres enfants.

f) Grossesse dans le cas où femme et mari sont sans travail depuis longtemps et à bout de ressources (chaque cas devant être spécialement examiné).

g) Indications médicales (tuberculose, bassins

viciés, néphrites, etc...) et indications se rapportant à l'engénique (épilepsie, psychoses, surdité héréditaire, etc...) après avis des médecins spécialistes.

D) La législation de l'avortement repose en grande partie sur trois faits :

1^o Celui de l'inefficacité des mesures répressives en cette matière, existant dans les autres pays ;

2^o Celui de protéger la santé de la femme en faisant disparaître l'avortement criminel qui fait d'innombrables victimes ;

3^o Celui de diminuer les difficultés matérielles et autres, pouvant surgir ou augmenter du fait de la naissance d'un enfant.

En d'autres mots, d'une part, une sorte de « mesure prophylactique » à l'avortement criminel ; d'autre part « mesure prophylactique » contre les difficultés matérielles et même morales.

Les législateurs soviétiques considèrent néanmoins que la législation de l'avortement est un mal ; mais que, dans l'état actuel des choses, cette mesure est indispensable pour les raisons que nous venons d'énumérer.

Cette loi ne serait que provisoire, son application devant disparaître le jour où l'état pourra prendre à sa charge l'entretien des enfants.

E) Nous avons montré au courant de cet. exposé combien ces théories péchaient à leur

base et combien ces espérances étaient aléatoires.

F) L'application de cette législation ne peut être que néfaste tant au point de vue médical qu'aux points de vue moral et social.

Vu: le Président de la thèse,

BALTHAZARD.

Vu, pour le Doyen,
l'Assesseur :

BALTHAZARD.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Balthazard. — Précis de Médecine légale, 1921.

Balthazard et Prévot. — Une plaie sociale : Avortement criminel.

Alessandri. — Thèse de médecine, 1926.

Goussakov. — Abort C Meditzinskoï Sotzialnoï totchek Zrenii (Leningrad, 1926).

Rossinsky. — Abort. « Kosmos », 1926.

Cens (A.). — Abort v. R. S. F. S. R. (Moscou, 1926).

— Abort v Derevne. Moscou, 1926.

Markoff. — Vikidich i iégo opasnosti. Moscou, 1926.

Schpak. — Abort. Moscou, 1927.

Journaux officiels : *Pravda*, *Izvestia*, *Troud*, etc... etc... de 1925 à 1926.

La vie économique des Soviets, n° 46, Paris, 1927.

Les Codes de la Russie Soviétique (Traduction). Paris, 1925.

Le Code criminel Soviétique, Moscou, 1926 (en russe).

La Russie Opprimée, n° 1 à 50, Paris.

Byt i molodege. Moscou.

Volia Rossii, n° 4, 5, 6. Prague.

